

AUTHENTIQUEMENT SOCIALISTES

Si l'élection présidentielle a écarté la menace de l'extrême-droite, comment nier que ce vote traduise une profonde crise économique, sociale, mais aussi morale et politique ? S'attaquer résolument aux causes de cette crise, répondre au désarroi et à la colère de nos concitoyens, mais ne rien céder sur les valeurs de la République, tel est le sens de ma candidature.

Socialiste depuis toujours, je n'entends pas éviter le débat sur le bilan du quinquennat. Je sais combien d'espoirs ont été déçus. La COP 21, la lutte contre le terrorisme ou la retraite à 60 ans pour les carrières longues sont parmi les acquis que je revendique. Mais, je me suis opposé à des mesures comme l'octroi sans contrepartie de milliards d'euros d'aides à des entreprises dont certaines n'étaient pas même soumises à la concurrence internationale, sans parler de celles qui osaient conjuguer plans sociaux et distribution de dividendes. Avec la même fermeté, j'ai combattu l'atteinte à des principes fondamentaux de notre droit du travail que contenait la loi El Khomri alors que le chômage de masse déséquilibrait déjà le rapport de forces, et donc le dialogue social. Enfin, j'ai ressenti comme une profonde blessure le projet de loi sur la déchéance de nationalité qui aboutissait à discriminer entre citoyens de la République, selon qu'ils avaient ou non une seconde nationalité, autrement dit, à raison de l'origine étrangère de leurs parents sinon leurs grands-parents.

Le 7 mai dernier, les Français ont élu un nouveau président pour lequel j'ai moi aussi voté mais au second tour. Je l'ai fait sans aucune hésitation jugeant irresponsable et dangereux - à fortiori provenant de gauche - d'entretenir la moindre ambiguïté entre un candidat démocratique et l'extrême-droite, porteuse de violence, de xénophobie, de racisme, d'antisémitisme et de rejet de l'autre. Mais, prendre l'autre bulletin n'a pas signifié adhésion à un projet libéral et frappé au coin de l'acceptation passive des exigences d'une Union européenne dont la dérive technocratique porte une lourde responsabilité dans la défiance des peuples à son égard.

Le Président de la République se targue de ne pas être socialiste. Je revendique de l'être ! Son Premier ministre affiche d'être un homme de droite. Ma famille c'est la gauche !

Sont désormais aux commandes de l'économie, des finances, du budget, de l'éducation nationale des hommes qui, hier encore, prônaient le démantèlement des services publics, la « libéralisation » du marché du travail, la baisse des dotations des collectivités locales, la suppression de centaines de milliers d'emplois publics, la gestion autoritariste de l'assurance-chômage sans oublier la privatisation de l'assurance-maladie. **Je combattrai ces orientations et je le ferai au nom des valeurs auxquelles je crois !**

Je crois à la France, à l'esérance qu'elle représente dans le monde, à son histoire sans rien en occulter, à sa géographie, sans oublier ses outremer dont je suis issu ni son espace francophone qui font aussi son rayonnement et sa grandeur.

Je crois à l'Europe, mais refuse qu'elle se rabougrisse en zone de libre-échange, ouverte à tous les vents de la mondialisation, minée par des pratiques de dumping social et fiscal, et qui jetterait ses peuples dans ces nationalismes dont François Mitterrand rappelait qu'ils étaient la guerre.

Je crois à la République, et à sa promesse d'égalité entre tous ses enfants par-delà leurs origines, leur genre, leurs traditions religieuses, leur orientation sexuelle ou leur milieu social.

Je crois à la gauche, et à son rassemblement dans le respect de sa diversité, car nombreux sont ceux qui n'ont qu'elle pour espérer que s'améliore un quotidien trop souvent miné par les problèmes de logement, d'emploi et de revenu qui non seulement les frappent mais désormais aussi leurs enfants et, de plus en plus, leurs aînés à qui nous devons tant.

Je crois, enfin, au respect de la parole politique et des engagements que, par cette candidature, je prends auprès de vous.

Soyez assurés que je resterai toujours fidèle à ce que je suis, à ce que nous sommes.

A vous, merci d'avance 



Axel URGIN



**Suppléante
Nadia BRAHIMI**

Maire-adjointe
de Choisy-le-Roi



www.axelurgin.fr

AUTHENTIQUEMENT SOCIALISTES

Etre socialiste, c'est revendiquer une identité et des valeurs séculaires : celles de Jaurès, Blum et Mitterrand. C'est donc n'entretenir aucune ambiguïté politique. Ni entre les partis démocratiques et l'extrême-droite contre laquelle, toujours, il faut faire barrage, sans atermoiements irresponsables ni médiocres calculs. Ni entre la gauche et la droite qui ne sauraient se confondre ou se diluer. Car, comme l'écrivait, il y a plusieurs décennies, le philosophe Alain : « Quand on me demande si la division entre partis de droite et de gauche, entre gens de gauche ou de droite, a encore une quelconque signification, la première chose qui me vient à l'esprit est que quiconque pose la question n'est certainement pas de gauche ». Candidat dans la 2^{ème} circonscription du Val-de-Marne (Créteil, Orly, Choisy-le-Roi), je défendrai donc en votre nom et dans la clarté les 15 engagements suivants.

Une gauche constructive qui investit dans l'avenir

1/ Pour le travail et le pouvoir d'achat : revaloriser de 50 % la prime d'activité créée en 2016 ; déclarer « grande cause nationale » la souffrance au travail ; assurer, enfin l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ; donner accès à l'assurance chômage pour tous.

2/ Etendre la sécurité sociale professionnelle : en particulier, le compte personnel d'activité et agir pour qu'aucun Français ne vive avec moins de 800 € par mois.

3/ Maintenir l'éducation comme premier budget de la Nation : après avoir créé 60 000 postes de professeurs en 5 ans et rétabli la formation des maîtres, engager de nouveaux recrutements d'enseignants notamment de professeurs remplaçants ; enseignement professionnel soutenu ; seuil maximum de 25 élèves en cycle II ; dans les territoires de l'éducation prioritaire, limiter à 12 élèves par enseignant et augmentation à 3 000 € nets de la prime versée aux enseignants qui y exercent ; réaffirmer l'objectif que 60% d'une classe d'âge soient diplômés de l'enseignement supérieur dans les 10 années à venir ; fixer l'objectif qu'au moins 2% du PIB soit consacré à l'enseignement supérieur.

4/ Agir pour nos aînés : minimum vieillesse revalorisé et APA augmentée ; maintien à domicile favorisé grâce à un crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation des logements ; augmentation des places accessibles et du nombre d'aides-soignants en EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) ; poursuite de l'aide aux aidants et aux familles par la création d'une allocation spécifique.

5/ Soutenir l'autonomie des jeunes : revaloriser les bourses et plan de construction de logements pour les étudiants ; dotation en capital de départ de 10 000 € pour chaque jeune adulte.

6/ Inclure les personnes en situation de handicap : recrutement d'assistants de vie scolaire auprès des élèves en situation de handicap ; revalorisation de l'allocation adulte handicapé.

7/ Investir dans la transition écologique et énergétique : investissements massifs, dans les énergies renouvelables (géothermie, réseaux de chaleur, etc.), mais aussi dans la rénovation thermique, avec pour double objectif de mettre fin à la précarité énergétique (que personne ne soit obligé de consacrer plus de 10 % de ses revenus au chauffage de son habitation) et d'accroître l'indépendance énergétique de la France.

8/ Assurer l'égalité des territoires par le développement des services publics : garantir partout l'accès aux soins, à l'éducation, à la sécurité, au numérique (mise en œuvre du plan très haut débit) ; refonte des impôts locaux aux fins de justice sociale mais maintien des dotations pour les collectivités locales afin qu'elles garantissent les services de proximité.

9/ Rendre effectif le droit à un logement décent pour tous par la mise en œuvre d'un plan quinquennal de constructions ainsi que d'aides au logement et à la mobilité géographique, avec pour objectif que personne n'ait à subir la violence d'être sans domicile fixe.

Une gauche vigilante qui vous protège

10/ Défendre le dialogue social et les droits des salariés : refus du recours aux ordonnances et de tout recul des droits des salariés dans le code du travail.

11/ Défendre le compte pénibilité et les droits de tous à la retraite en prenant en compte, en particulier, les carrières longues, les périodes d'interruption professionnelle et la situation des femmes.

12/ Défendre la justice fiscale : poursuite de la baisse de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et les classes moyennes ; refus de la suppression de l'impôt sur la fortune.

13/ Défendre la laïcité : défense de la loi de 1905 en particulier la primauté des lois de la République sur toute croyance individuelle, respect de la liberté de conscience de tous y compris celle des non croyants, respect des traditions et rites culturels, enfin, refus de toute discrimination entre les cultes.

14/ Assurer l'égalité entre tous les enfants de la République peu importe leurs origines, leur genre, leurs traditions religieuses familiales, leur orientation sexuelle ou leur milieu social.

15/ Défendre la réorientation de l'Union européenne en excluant des critères contraignants de Maastricht les dépenses d'investissements d'avenir ainsi que celles engagées en faveur de la sécurité et de l'indépendance des pays de l'Union.

